

Fatah-Hamas: un dialogue caduc ?

Proche-Orient. Réunion interpalestienne, conférence des donateurs pour Gaza, visite de Hillary Clinton... Dans la région, les initiatives se succèdent. Mais avec quelle chance d'aboutissement ?

Il y avait plus d'une trentaine de responsables palestiniens, parmi lesquels des chefs du Fatah et de Hamas, à se réunir jeudi 26 février pendant sept heures au siège des renseignements égyptiens à Héliopolis, près du Caire. Un pas considérable et indispensable vers la réconciliation. Les différentes factions palestiniennes ont en effet convenu de négocier la création d'un gouvernement d'union nationale avant fin mars. Le chef de la délégation du Fatah Ahmed Qorei et le numéro deux du Bureau politique du Hamas en exil à Damas Moussa Abou Marzouk ont déclaré qu'il s'agissait d'une «journée historique». «Avec le début du dialogue, une page douloureuse est tournée», a ajouté le négociateur du mouvement du président palestinien Mahmoud Abbas, tandis que Hamas a évoqué une «page blanche» à écrire pour le dialogue interpalestinien. Selon le texte présenté à l'issue de la rencontre, cinq commissions ont été mises en place pour se charger de la formation d'un gouvernement d'union nationale, de la refonte des services de sécurité, de la réorganisation de l'OLP et de la préparation des élections présidentielle et législatives. Le texte précise que le travail de ces

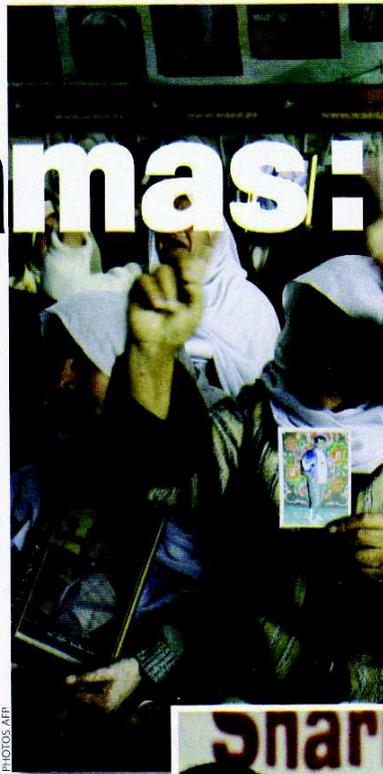
commissions commencera le 10 mars pour s'achever avant la fin du mois.

«Le diable est dans les détails»

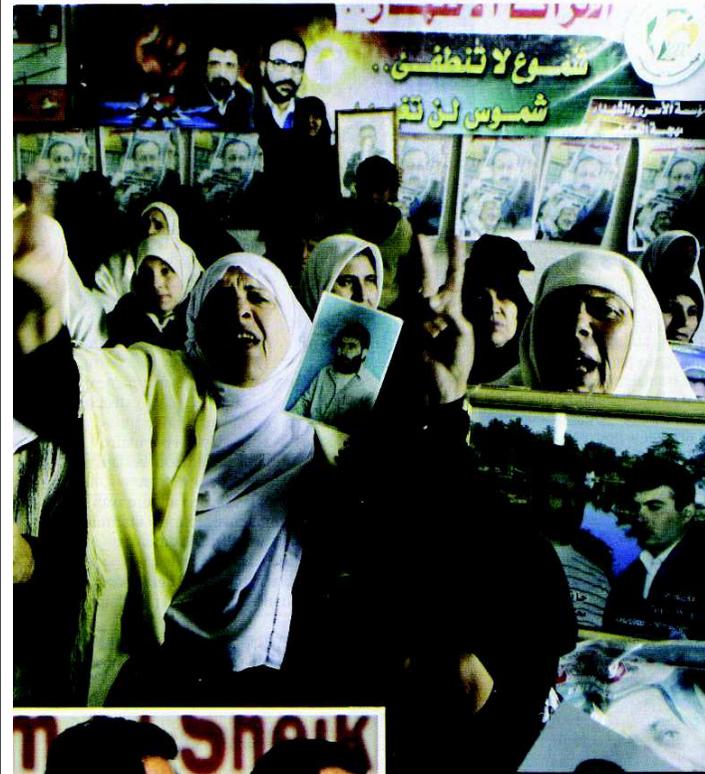
MAIS ABDEL-RAHIM MALLOUH, numéro deux du Front populaire de libération de la Palestine, a d'emblée mis en garde contre l'illusion de parvenir à des solutions rapides : «Il doit être clair que nous sommes au début du chemin, droit. Le diable est dans les détails, comme on dit», a-t-il précisé. Les deux groupes restent ainsi en désaccord en ce qui concerne Israël. Le Hamas se réserve un droit à la résistance armée, tout en se disant prêt à une trêve de dix-huit mois. Le Fatah, lui, a renoncé à la violence et met ses espoirs dans la négociation depuis les accords d'Oslo de 1993 ; des accords récusés par les islamistes et restés lettre morte. Un participant a également fait état d'un désaccord au sujet des élections à venir, plusieurs groupes souhaitant fixer une date précise en janvier 2010 afin que le président Mahmoud Abbas reste au pouvoir le plus longtemps possible. Selon le communiqué final, les scrutins auront lieu «d'ici à janvier 2010», ce qui laisse la porte ouverte à des élections anticipées. Or, la perspective de la tenue d'élections n'est pas sans rappeler les législatives de janvier 2006

remportées par le Hamas et le désastre de l'éclatement palestinien qui s'en est suivi avec l'échec de la formation d'un gouvernement d'union nationale et l'entrée en conflit ouvert du Fatah et de Hamas depuis le tour de force du mouvement islamiste à Gaza en juin 2007.

Deux jours seulement après la rencontre, un premier accroc s'est produit entre le Fatah et Hamas. Le président palestinien Mahmoud Abbas a affirmé, le 28 février dernier, que tout futur gouvernement d'union avec le mouvement islamiste devrait poursuivre une solution à deux États avec Israël, condition que Hamas a aussitôt rejetée. Côté occidental, les États-Unis et les gouvernements européens attendent des Palestiniens qu'ils mettent sur pied un gouvernement composé de technocrates non partisans, ce qui leur éviterait d'avoir à décider comment traiter avec le Hamas avec lequel ils se refusent toujours à négocier, sous prétexte qu'il s'agit d'un «mouvement terro-



PHOTOS: AFP



De g. à d., Ban Ki-moon, N. Sarkozy et H. Mubarak lors du dernier sommet de Charm el Cheikh.

riste». D'ailleurs, les occidentaux n'ont pas manqué de rappeler leurs conditions lundi 2 mars, lors de la conférence des donateurs pour la reconstruction de Gaza convoquée par Hosni Mubarak à Charm el Cheikh. Mais plusieurs participants, dont Ahmed Qorei, ont refusé d'exclure un cabinet représentant les différentes factions. Quatre milliards et demi de dollars : c'est la somme promise sur deux ans par l'Europe, les États-Unis, l'Arabie saoudite, des émirats du Golfe et plusieurs dizaines d'autres pays donateurs. Une somme qui dépasse toutes les attentes et dont se sont félicités les diplomates des soixante-quinze pays représentés. Soit. Encore faut-il que l'argent parvienne à destination. Car comment reconstruire à Gaza quand Israël en interdit l'accès ?

Tous les appels, y compris ceux des États-Unis, à ouvrir les points de passage entre Israël et le territoire palestinien pour laisser passer ne serait-ce que l'aide humanitaire se sont heurtés au refus de l'État hébreu.

Tous les appels, y compris ceux des États-Unis, à ouvrir les points de passage entre Israël et le territoire pour laisser passer ne serait-ce que l'aide humanitaire, se sont heurtés au refus de l'État hébreu. Une «situation intolérable» selon le secrétaire général des Nations Unies Ban Ki-moon et que les donateurs évoquent dans leur communiqué final : «Nous appelons à l'ouverture immédiate, totale et inconditionnelle de tous les points de passage». Autre problème : comment traduire les projets dans le concret si les donateurs refusent de travailler avec Hamas ? Hillary Clinton, qui entamait sa première tournée dans la région en tant que Secrétaire d'Etat de l'Administration Obama, l'a bien répété lors de la conférence : «Hamas connaît les conditions : renoncement à la violence, reconnaissance d'Israël, respect des accords passés.» La conférence serait-elle caduque ?

Pourtant, l'administration américaine a encouragé les dernières discussions entre l'Autorité palestinienne et Hamas. Elle se dit

Les réserves de Netanyahu sur un Etat palestinien sont à l'origine du refus de Livni de participer au prochain gouvernement.

même favorable désormais à un gouvernement palestinien d'union nationale avec lequel elle pourrait discuter quitte à fermer les yeux sur la présence de Hamas selon le *New York Times*. Hillary Clinton a d'ailleurs réaffirmé l'engagement de Washington en faveur de la création «inéductible» d'un Etat palestinien indépendant alors que Benyamin Netanyahu, désigné pour obtenir l'investiture du Parlement, refuse cette option. «Les États-Unis s'engageront vigoureusement à toutes les étapes de la recherche d'une solution à deux États. Le chemin qui nous attend, nous le reconnaissons, est difficile, mais il n'y a pas de temps à perdre», a-t-elle dit après avoir rencontré son homologue israélienne Tzipi Livni. A cet égard, les réserves de Benyamin Netanyahu sur un Etat palestinien sont à l'origine du refus de Tzipi Livni de participer à un gouvernement dirigé par le chef du Likoud qui semble acculé à trouver une majorité parlementaire sur sa propre droite avec Avigdor Lieberman, le rattaché désormais à la tête de la troisième formation du pays, Israël Beiteinou.

Rupture de ton

EN ATTENDANT, le jour même de l'arrivée de Hillary Clinton en Israël pour une première prise de contact avec Benyamin Netanyahu, le mouvement anti-colonisation la Paix Maintenant a révélé des plans visant à doubler le nombre de colons en Cisjordanie occupée. Ces plans, qui doivent encore être approuvés par le prochain gouvernement, rendraient «totalement irréalisable la constitution d'un Etat palestinien au côté d'Israël», assure le dirigeant de la Paix Maintenant, Yariv Oppenheimer.

Et pour compliquer davantage la donne, Téhéran a organisé le 4 mars dernier une conférence sur Gaza en réponse à celle conclue en Egypte réunissant pendant deux jours la direction du Hamas, des représentants de pays de la région et des délégations sud-africaine et nigérienne. L'imbroglie régional ne semble pas près de se dénouer.

AMINA BOUBIA